

*Article 31 du Règlement***LE FAMILY LIFE EDUCATION COUNCIL**

**M. Al Johnson (Calgary-Nord):** Monsieur le Président, Calgary a la chance d'avoir un organisme extraordinaire qui travaille à aider les familles. Le FLEC, Family Life Education Council, de Calgary peut être fier du rôle qu'il a joué dans le regroupement de centaines d'organismes d'aide aux familles. Il coordonne l'échange d'information et l'aiguillage entre les différents services d'aide familiale de Calgary.

Comme c'est la Semaine nationale de la famille, je suis particulièrement heureux de rendre hommage au FLEC, car c'est lui qui a lancé la Semaine de la famille à Calgary, en 1971. En 1985, c'est devenu un événement national parainné par les Services à la famille Canada.

Lundi, j'ai assisté au petit déjeuner qui marquait le lancement de la Semaine nationale de la famille à Calgary. Il y avait là quelque 190 personnes représentant 85 des organismes d'aide familiale de Calgary. J'applaudis le rôle de ces organismes dans la protection de nos valeurs traditionnelles. Leurs efforts renforcent les valeurs familiales, ce qui est avantageux pour tous les Canadiens.

\* \* \*

**L'ÉDUCATION**

**M. Mac Harb (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, aujourd'hui, la Commission d'enquête sur les études universitaires au Canada a diffusé son rapport à l'issue de plus d'un an de travaux.

La commission recommande vivement que le gouvernement rende un programme de prêts aux étudiants largement accessible, en déduisant automatiquement les remboursements d'emprunt du revenu du diplômé une fois que ce revenu dépasse un certain niveau.

Ce programme permettrait aux étudiants à faible revenu d'avoir un meilleur accès aux études. Cette mesure réduirait également les tensions que subissent les étudiants qui fréquentent une université à plein temps. Ils n'auraient plus à travailler en plus pour payer leurs études et ne risqueraient plus d'avoir comme cadeau de fin d'études un emprunt énorme qu'ils seraient incapables de rembourser.

Ainsi, il serait plus facile pour les étudiants de terminer leurs études. À l'heure actuelle, quelque 50 p. 100 d'entre eux abandonnent en cours de route. Le gouvernement continue de comprimer les fonds destinés à l'enseignement et, cette année seulement, il a retranché 1,3 milliard de dollars du financement collégial et universitaire, alors que les frais de scolarité ont augmenté de 6 à 25 p. 100.

J'incite fortement le gouvernement à souscrire à la recommandation de la commission et à prendre des mesures pour rendre les études accessibles à tous les Canadiens.

\* \* \*

[Français]

**LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU**

**M. Jean-Marc Robitaille (Terrebonne):** Monsieur le Président, il y a quelques mois, mon gouvernement déposait un projet de loi visant à renforcer le contrôle des armes à feu. À ce sujet, la population canadienne s'est prononcée sans équivoque en faveur d'un contrôle plus serré des armes à feu. Ceci nous donne une idée très claire du genre de société que les Canadiens et les Canadiennes exigent aujourd'hui, et nous nous devons de faire en sorte en cette Chambre que notre législation reflète ce choix de la population.

Le projet de loi C-17, bien qu'imparfait, répond adéquatement aux inquiétudes des Canadiens et des Canadiennes, tout en respectant les utilisateurs d'armes à feu. Tout amendement présenté en cette Chambre se devra de maintenir l'objectif qui est d'établir un contrôle sévère et plus efficace des armes à feu au pays. Tout amendement qui irait à l'encontre de ce principe se devra d'être rejeté sans équivoque par les députés de cette Chambre.

Monsieur le Président, le projet de loi C-17 est un bon projet de loi qui procure aux Canadiens et aux Canadiennes la protection qu'ils attendent d'une société comme la nôtre. C'est avant tout un choix de société que nous nous devons de faire sans hésitation.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS  
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

**Mme Coline Campbell (South West Nova):** Monsieur le Président, la semaine dernière, les députés de l'opposition ont tenu dans cette Chambre une journée de l'opposition au cours de laquelle ils ont discuté du Canada et de sa position concernant le GATT. Auparavant, mes collègues membres de mon parti et moi avons rencontré des groupes du secteur de la gestion de l'offre venant des différentes parties du Canada et représentant les agriculteurs afin de discuter des effets catastrophiques qu'aurait la suppression de l'article XI du GATT. Je veux aujourd'hui appuyer les 500 agriculteurs de Nouvelle-Écosse qui ont adopté une proposition à Canning, en Nouvelle-Écosse, vendredi dernier, proposition à laquelle les députés d'Annapolis Valley et de South Shore ont tous deux souscrit.